

Le retour de Viktor Ianoukovitch et les ambitions européennes de l'Ukraine.

La démocratie avant l'OTAN.

Viktor Ianoukovitch aurait pu rester dans l'histoire comme un ancien Premier ministre, et le perdant des élections ukrainiennes de 2004. Viktor Iouchtchenko avait emporté le duel qui devait ouvrir la voie à l'intégration euro-atlantique de l'Ukraine¹.

Pourtant, après 4 mois de négociations parlementaires et environ un an et demi après son échec, il est de retour au poste de Premier ministre au début d'août 2006. Son « Parti des Régions », proche des milieux d'affaires² et pro-russe, avait emporté le plus de voix lors des élections du 26 mars, mais s'avérait dans l'impasse dès qu'il s'agissait de construire une coalition. Ce n'est qu'avec l'émergence d'une coalition dite « anti-crise », composée des socialistes et des communistes, en juillet, qu'il parvient à se sortir de cette situation. Le Parti des Régions signe ensuite le 3 août une déclaration d'unité nationale avec le parti pro-présidentiel « *Notre Ukraine* ». Son gouvernement est investi le lendemain avec 271 votes pour sur les 450 que comptent le Parlement, dont 30 voix du parti présidentiel.

Né en 1950 dans la région de Donetsk, ingénieur en mécanique, il a travaillé dans l'industrie minière avant de devenir gouverneur de la région en 1997. Sa réputation de gouverneur était celle d'un bon gestionnaire ; il est nommé premier ministre en novembre 2002, gagnant ainsi une reconnaissance nationale. Il y garde une image de représentant de l'Ukraine russophone et russophile, et y fait preuve de volontarisme³. Ce sera insuffisant pour dépasser la figure populaire de l'opposition, Viktor Iouchtchenko, malgré l'appui forcé des médias d'Etat, des mesures électoralistes et un soutien franc et massif de Vladimir Poutine.

Commence alors une « traversée du désert ». Il paraît (ainsi que son parti) emporté par la marée orange, et reste très discret durant les premiers mois ; son nom n'apparaît plus qu'à la chronique judiciaire pour différentes affaires. Seules les difficultés des Oranges – divisions internes au sein du mouvement, déception de l'opinion, suspicion de corruption – le remettent en selle. Sa popularité dans les régions très peuplées de l'Est, qui l'avaient déjà soutenu en 2004, l'ont conduit à la tête du premier parti d'Ukraine (32% des voix).

Alors que l'on semblait se diriger vers une coalition Orange renouvelée, celle-ci a été incapable de désigner des candidats consensuels pour les postes de président du Parlement et de Premier ministre. L'élection de Moroz à la tête du Parlement le 6 juillet, avec les voix du

Parti des Régions, a achevé de disloquer l'ancienne alliance et a provoqué la formation de la coalition « anti-crise ».

Certes, le retour au pouvoir a été effectué de manière démocratique, régulièrement. Une question essentielle n'en demeure pas moins : les règles démocratiques qui ont prévalu avec la Révolution Orange, comme le respect du scrutin et la libéralisation de la presse, vont-elles perdurer ? Comment vont évoluer l'Etat de droit et la corruption ? Au-delà de ce souci bien légitime, n'oublions pas que Ianoukovitch reflète un courant politique réel, qu'on ne peut marginaliser du champ politique. Si rien ne garantit que la coalition actuelle ne tiendra jusqu'à la fin de la législature, dans quelle direction va-t-il diriger l'Ukraine ?

La question est d'autant plus importante que, suite à la parlementarisation du régime, son poids institutionnel a été renforcé. Durant la campagne, il s'opposait avec une certaine véhémence à la politique étrangère des Oranges et la volonté de devenir membre de l'OTAN, une perspective très impopulaire dans l'Est de l'Ukraine⁴. De manière symétrique, il a promis de reconstruire une « relation spéciale » avec la Russie, qui s'est détériorée.

Au demeurant, le retour de Viktor Ianoukovitch au pouvoir n'est pas un événement de nature à invalider les ambitions européennes de l'Ukraine. Tout d'abord parce qu'il s'est montré bien plus favorable à l'UE qu'à l'OTAN. Ensuite, l'adhésion à l'OTAN n'est peut être pas le moyen le plus sûr pour accéder à l'UE : ça l'était dans les années 1990 pour l'Europe Centrale. Aujourd'hui, le principal problème pour l'adhésion n'est pas d'intégrer une alliance militaire, mais de satisfaire un certain nombre de critères intérieurs (économie de marché, Droits de l'Homme) et de convaincre l'opinion publique des pays membres sur la « capacité d'absorption » de l'UE.

La démocratisation est un processus de longue haleine, mais ses fondements en Ukraine semblent plus solides qu'il y a deux ans. Cela est certainement plus important pour préparer l'intégration à l'UE que l'adhésion à l'OTAN.

Florent Parmentier
Analyste politique pour Euro-Power

¹ Voir Florent Parmentier, « Comment l'UE s'est découvert un « grand voisin ». Retour sur la Révolution Orange », www.euro-power.fr, février 2006.

² Il est notamment soutenu par Rinat Akhmetov, en 7^{ème} place sur la liste du parti des régions, et plus grosse fortune d'Ukraine. Voir Roman Kupchinsky, "Is Ukraine's richest man also its future Prime Minister?", *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 1er mars 2006.

³ C'est sans doute ce qui explique sa relative popularité, avec de fortes différences régionales : dans un sondage réalisé par le Centre Razumkov auprès de 3500 personnes, Ianoukovitch arrive en tête des personnalités politiques préférées des Ukrainiens, avec 31% suivi de 19% pour Timochenko (Bloc Timochenko) et 8% pour Iouchtchenko (Notre Ukraine), ses rivaux issus de la Révolution Orange. *NTN*, Kiev, 15 juillet 2006.

⁴ D'après Ianoukovitch, près de 80% des Ukrainiens s'opposent à l'OTAN. *Izvestia*, Moscou, 28 juin 2006.